

Composition des candidatures PCF-Front de gauche (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe -

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90



2017, L'humain d'abord! | PCF Parti communiste français | FRONT DE GAUCHE

SERVEZ-VOUS

Tract
Affiche et flyer

Code du
travail



Législatives

Revue
du Projet



MÉDIAS

- MERCREDI 7
Pierre Laurent 8 h / Public Sénat
Ivan Brossat 7 h 50 / RFI
- JEUDI 8
Pierre Laurent 7 h 35 / France 2
Les 4 vérités
- VENDREDI 9
Pierre Laurent 8 h 15 / Radio classique
- DIMANCHE 11 - Soirée électorale
20 h 45 / France 2
RTL dans la foulée



Semaine d'actions contre la casse du Code du travail. Ici, à Paris, le 1^{er} juin.

ILLE-ET-VILAINE

Claire Payen, 27 ans, travaille à la Caisse d'assurance Retraite et Santé au travail, la CARSAT, la branche retraite de la Sécu. Elle est candidate sur la 8^e circonscription d'Ille-

et-Vilaine (son suppléant est Michel Amand, ancien directeur de production du service public de l'audiovisuel), soit une bonne partie de Rennes-centre, Rennes-ouest et de nombreuses agglomérations proches. Ses axes de bataille? « On est plus axés sur défense de l'emploi, droit du travail, la Sécurité sociale et les services publics; on axe également la bataille sur l'écologie sociale et solidaire, la citoyenneté aussi. Ce qu'on souhaite, c'est mettre l'humain au cœur d'un vrai projet politique, porter les luttes des gens à l'Assemblée nationale, les défendre dans leur quotidien. »



LOIRET

Mathieu Gallois, maire-adjoint de Saran, est candidat dans la 2^e circonscription du Loiret, « une très grande circonscription » qui comprend une partie de l'agglomération orléanaise et une partie très rurale, la Beauce. Une des problématiques communes à ces territoires, un des axes forts de la bataille: les questions de santé. Le Loiret est un des départements les plus touchés par la désertification médicale. Partout il y a la même difficulté à trouver un médecin, des délais d'attente de plusieurs mois, les mêmes problèmes financiers pour l'accès au soin. « On a réuni 80 personnes à Saran la semaine dernière sur ce thème. » Le député sortant de droite, qui fut une des plumes du projet de Fillon, s'est battu contre l'installation d'un hôpital public au nord de la circonscription, et pour l'ouverture d'une clinique privée. Autres questions: l'emploi; la jeunesse, touchée par la précarité; l'égalité des territoires.



PAS-DE-CALAIS



À l'initiative des élus communistes et républicains, plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant la sous-préfecture de Lens pour s'opposer aux nouvelles dispositions concernant la délivrance de la nouvelle carte d'identité. Cette initiative s'inscrit dans la bataille « Ma commune, j'y tiens », développée depuis des années sur le territoire. Dominique Watrin, sénateur du Pas-de-Calais, Jean-Marc Tellier, maire d'Avion, ainsi que l'ensemble des maires communistes de l'agglomération ont eu l'occasion de remettre à la sous-préfète des centaines de pétitions qui ont été signées sur les marchés dans les halls des mairies. Une action qui va se poursuivre dans les prochaines semaines. À ce jour, pour obtenir une carte d'identité, il faut désormais près de deux mois.

Pour plus d'infos, voir Facebook de Jean-Marc Tellier (JMT2017)

BAS-RHIN

Action contre la fraude fiscale.



Législatives 11 et 18 juin

Obtenir les meilleurs scores possibles

Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF, décrypte le projet régressif de Macron et appelle à « penser à l'avenir », celui d'une nouvelle gauche.



Communistes

A QUATRE JOURS DU PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, QUELS SONT LES ENJEUX DE CE VOTE ?

OLIVIER DARTIGOLLES : Il en existe plusieurs mais le premier d'entre eux concerne ni plus ni moins notre vie démocratique et l'avenir du pluralisme politique. L'aspiration à un renouveau politique et démocratique a fortement marqué, de différentes manières, l'élection présidentielle. Cela ne peut se conclure par une "République en marche" arriérée toute ! Par un retour à 1958 alors que le présidentielisme est un verrou au changement. Emmanuel Macron est élu mais sans avoir obtenu du pays une adhésion majoritaire à son projet politique. Puissamment aidé par les forces de l'argent, les puissances économiques et médiatiques, le nouveau président veut les pleins pouvoirs législatifs avec une Assemblée nationale à ses ordres, une Assemblée qui, quand on regarde de près les profils des candidates et candidats pour cette "majorité présidentielle", ne représenterait en rien la diversité de notre peuple. Le piège se refermerait alors sur les légitimes aspirations populaires à un vrai changement. L'opération Macron a les apparences d'une modernité et d'une "révolution", elle est en fait une stratégie de camouflage et de conservation permettant aux principaux acteurs et profiteurs du système actuel - extrême droite comprise qui rêve d'incarner la seule opposition - de continuer à imposer des politiques libérales en aggravant plus encore les régressions en cours. C'est tout cela qu'il faut décrypter et expliquer dans un climat idéologique où les repères essentiels (capital/travail, progressisme/conservatisme, droite/gauche) sont toujours mis à mal.

Communistes

COMMENT AIDER À CE DÉCRYPTAGE ET ÉVITER CETTE "MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE" ?

O. D. : Les candidates et candidats présentés et soutenus par le PCF sont en campagne. Dans des conditions souvent difficiles, ils agissent pour le rassemblement et pour des solutions. Suite aux révélations publiées lundi par *Le Parisien* sur le contenu des ordonnances Macron, nous avons décidé d'une journée d'action, mercredi, partout dans le pays. L'avant-projet de loi, qui autoriserait le gouvernement à légiférer par ordonnances, propose de tout renvoyer au niveau de l'entreprise, y compris le contrat de travail. Tout y passe, la quasi-totalité des droits et des protections. Institutionnellement, Macron retourne à 1958. Sur le plan social, c'est le 19^e siècle.

Comme on a pu en faire la démonstration lors de l'examen de la loi El Khomri, le nombre de députés communistes et du Front de gauche dans la prochaine Assemblée sera déterminant face à une telle entreprise de démolition des conquêtes démocratiques

et sociales. Dans cette dernière ligne droite avant le premier tour, nous pouvons trouver un écho très favorable auprès de toutes celles et tous ceux qui, hier, n'ont pas voulu de la loi travail, et qui, aujourd'hui, n'acceptent toujours pas ce projet de précarité généralisée et de vies confrontées quotidiennement à la violence patronale, avec toujours plus d'efforts et de sacrifices d'un côté pour toujours plus de dividendes de l'autre.

Communistes

N'EST-IL PAS ICI QUESTION DES LÉGISLATIVES MAIS AUSSI DE L'AVENIR DES COMBATS PROGRESSISTES ?

O. D. : De l'avenir de la gauche. Quand Macron arrive au pouvoir, il donne les clés de Matignon et de Bercy à la droite. La gauche d'alternative et de transformation se présente dans un paysage de division que n'a pas voulu le PCF. Pierre Laurent avait parfaitement raison, au début de l'année 2016, de dire que la réponse à gauche n'était pas au niveau, que les dialogues et les convergences devaient l'emporter sur la dispersion. Après le magnifique score de Jean-Luc Mélenchon le 23 avril, les dernières semaines auraient pu permettre le respect des partenaires, le refus des insultes, des actes concrets pour le rassemblement et l'unité, en commençant par les circonscriptions avec un risque FN élevé. À l'entreprise autoritaire et hégémonique de Macron, la France insoumise répond par une démarche quasiment symétrique dans un moment où les passerelles à gauche sont fortes et évidentes. C'est le cas sur les enjeux institutionnels et démocratiques, une nouvelle répartition des richesses, la transition écologique, une refondation européenne.

La priorité est d'obtenir les meilleurs résultats possibles les 11 et 18 juin, d'être disponibles et actifs pour toutes les mobilisations et les actions unitaires contre les ordonnances Macron, puis il nous faudra penser l'avenir, celui d'une nouvelle gauche pour transformer les choses à partir des réalités d'une recomposition politique qui, à ce stade, n'annonce rien de bon. Il ne sert à rien de faire un bon score tout les cinq ans si cela se traduit par une droitisation à chaque fois plus prononcée avec des conséquences dramatiques pour notre peuple. La question pour demain est celle d'un processus majoritaire et donc d'un front populaire et citoyen où les femmes et les hommes, les forces diverses et pluralistes qui le composent sont écoutés, respectés et engagés sur des objectifs communs. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

ORDONNANCES MACRON
Le Medef et les forces les plus régressives veulent la mort du contrat de travail

Dans son édition du 5 juin, *Le Parisien* révèle le contenu des ordonnances Macron contre le droit du travail, l'emploi et la protection des salariés et des chômeurs. Si un tel texte était mis en œuvre, le Medef et les forces les plus régressives obtiendraient la mort du contrat de travail, renvoyé aux accords d'entreprises, accompagné des vieilles revendications du patronat sur la durée du travail, la santé et la sécurité des salariés.

Sous le vernis "d'une évolution radiale pour créer une meilleure fluidité du marché du travail", c'est en fait une contre-révolution réactionnaire inédite. La pseudo "modernité" de Macron, dont le projet est minoritaire dans le pays, est une marche arrière toute, nous renvoyant au temps des tâcherons et des maîtres des forges.

Partout dans le pays, les candidates et candidats présentés et soutenus par le PCF diront, mercredi 7 juin lors d'une journée d'action, l'exceptionnelle gravité de ces ordonnances, l'importance de ne pas donner une majorité "Medef" au nouveau président et le contenu alternatif, progressif et moderne d'un code du travail du 21^e siècle.

Le PCF soutiendra et participera à toutes les actions et mobilisations unitaires permettant le front le plus large possible pour mettre en échec ces ordonnances. ✪

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

6^e Congrès du Parti des travailleurs du Brésil

Confrontation nécessaire pour reconquérir



C'est dans un contexte de crise sociale et politique majeure marquée par la corruption que s'est tenu du 1^{er} au 3 juin le 6^e congrès du Parti brésilien des travailleurs (PT) de Lula. Après deux mandats présidentiels de Lula da Silva (2003-2011), c'est Dilma Rousseff (2011-2016) qui lui succède pour poursuivre le plan de développement social et économique engagé alors, sortant de la pauvreté des millions de Brésiliens et ouvrant la voie à une rupture des politiques néolibérales passées. 2016 verra sa destitution qui mettra fin à 13 années de pouvoir de la gauche au Brésil par le PT.

C'est tout dire de l'enjeu posé de recréer les conditions de la reconquête du pouvoir en définissant une ligne politique claire avec le lancement de la candidature de Lula à la présidentielle de 2018 et de l'élaboration d'un « programme économique d'urgence ».

Elections qui vont venir alors que le conservateur Michel Temer, remplaçant de Rousseff, est aujourd'hui rattrapé par les affaires, la situation devenant grotesque alors que l'on a assisté à sa destitution au nom de la moralité et que l'on trouve encore pire aujourd'hui.

Le fomentateur du "coup d'État institutionnel" fait face à de graves accusations de corruption passive et d'entrave à la justice. Son mandat ne tient plus qu'à un fil. Ses principaux ministres sont visés par des enquêtes, ainsi que des dizaines de ses parlementaires.

Tout montre que si les Brésiliens votaient aujourd'hui, Lula arriverait en tête des intentions de vote.

Dans ce contexte, l'enjeu du congrès a été d'occuper le terrain

au milieu de cette tempête politique, de recréer les conditions du rassemblement interne, mais aussi de consolider le rassemblement des forces progressistes de gauche en lien avec un mouvement social en pleine expansion, tout en ne sous-estimant pas les capacités de la droite brésilienne, même si elle est aujourd'hui confrontée à la crise des affaires et de la corruption.

Ce 6^e congrès du PT, loin de se cantonner à un climat feutré et sans débat, a posé dès le premier jour la question centrale de la lutte pour le socialisme dans sa stratégie, donnant de suite le ton des discussions. Confrontation pour ouvrir de nouvelles perspectives de transformations sociales, être un point d'appui au sein même de l'Amérique latine et des Caraïbes sur des bases de coopérations respectueuses des souverainetés nationales. Les débats ont pris en compte un contexte international où se mettent en cohérence les stratégies néolibérales. Des stratégies qui s'attaquent à la démocratie, confisquent le débat idéologique par la mainmise sur les moyens de communication, créent des outils supra nationaux au-dessus des souverainetés des peuples et des nations, créent l'instabilité économique, donc sociale, voire des situations de violences pour justifier des coups d'États institutionnels, en criminalisant l'action syndicale et politique afin de délégitimer certains leaders politiques et barrer la route à d'éventuelles candidatures comme celle de Lula avec une justice aux mains du pouvoir.

Dans les débats sont apparus des différends sur la ligne politique, programme et alliances sociales nécessaires pour construire l'unité autour de la bataille engagée « Dehors

Temer » et de la lutte contre ses réformes néolibérales. Le rassemblement s'est opéré autour de l'adoption d'une résolution "contre le coup d'État dans le coup d'État" que veut imposer la droite d'une élection de la présidence indirecte par le congrès et réaffirmant que le PT ne participe pas au collège électoral qu'il doit modifier en ce sens.

Et pour mener à bien les réformes démocratiques populaires, ont été mises en avant la bataille pour le droit de Lula d'être candidat et la convocation d'une Assemblée nationale constituante.

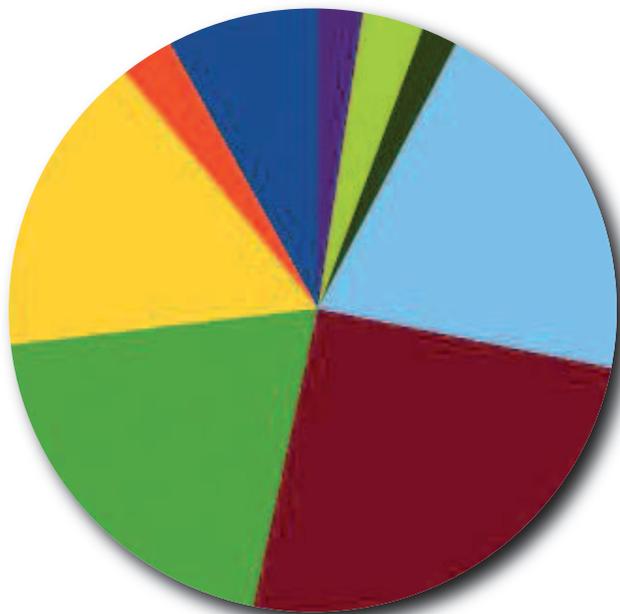
Concernant l'organisation même du parti, la proposition est venue d'une convocation des militants pour décider lors d'un référendum national le processus de ses prochaines élections de direction. La lutte des femmes, des jeunes, des noirs et LGBT du PT ont été d'autres points forts des échanges.

L'affirmation d'une ligne plus à gauche que la majorité interne actuelle a débouché sur deux candidatures à la nouvelle présidence nationale du PT : Gleisi Hoffmann, sénatrice présentée par la majorité sortante contre Lindbergh Farias, député ayant joué un rôle combatif dans la résistance au coup d'État et face aux contre-réformes. Gleisi Hoffmann l'emportant finalement par 61 % contre 39 % pour Farias.

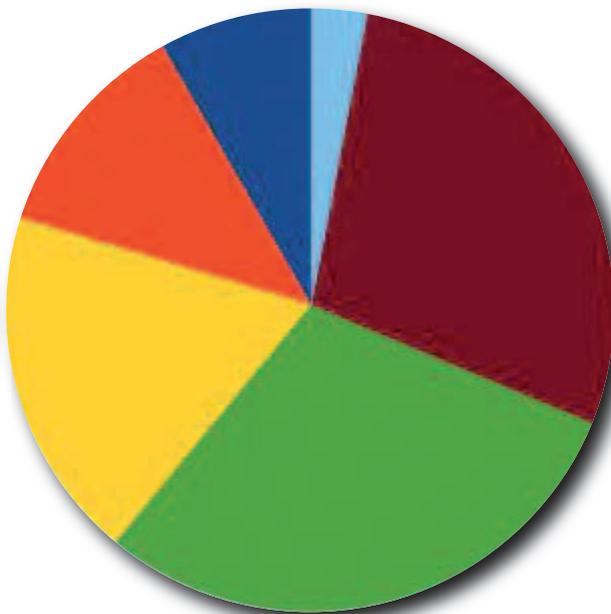
Deux enseignements émergent de ce congrès : une ligne à gauche plus affirmée qui résiste et la volonté de construire l'unité autour de la candidature de Lula. ✪

Laurent Péréa, Responsable-adjoint aux Relations Internationales représentait le PCF à ce congrès.

Législatives Composition sociale et âge des candidat-e-s PCF-Front de gauche



■ Agriculteur	8,03%
■ Artisan/commerçant Chef d'entreprise	2,82%
■ Cadre profession intellectuelles supérieures profession libérales	16,05%
■ Profession intermediares	19,74%
■ employés/Ouvriers	25,16%
■ Retraités	20,61%
■ Permanent politique	1,95%
■ Sans profession déclarée	3,25%
■ Etudiant	2,39%



■ - 30 ans	8,24%
■ 30/40 ans	12,10%
■ 40/50 ans	18,74%
■ 50/60 ans	29,55%
■ 60/70 ans	28,37%
■ + 70 ans	3%
Moins de 40 ans	20,34%
Moins de 50 ans	39,08%

Moralisation de l'action publique

Des progrès indéniables, mais la vigilance reste de mise

Déclaration à l'issue de la rencontre de la délégation du PCF* avec François Bayrou.

Les annonces faites par le garde des Sceaux sur le projet de loi de moralisation de l'action publique marquent sur plusieurs points importants des progrès indéniables. Sur plusieurs mesures envisagées, le projet reprend des propositions que nous avons multipliées depuis plusieurs années.

Je me félicite notamment de l'annonce de la suppression de la Cour de justice de la République, de la limitation des mandats dans le temps, de la création d'une peine d'inéligibilité de 10 ans pour des élu-e-s condamnés pour atteinte à la probité, de l'interdiction d'employer des membres de sa famille comme assistants parlementaires, de mesures d'encadrements supplémentaires des activités de conseil et de prévention des conflits d'intérêts, de la création d'une banque de la démocratie pour le financement des partis politiques.

Mais le texte annoncé reste en revanche insuffisant sur plusieurs questions essentielles et il nécessitera notre vigilance sur d'autres. Le point clé qui doit être renforcé concerne les conflits d'intérêts et la protection de la vie politique des pressions du monde de l'argent et des milieux des affaires. Des mesures plus fortes sont nécessaires, notamment la limitation des revenus extérieurs pour les élus bénéficiant d'une indemnité pour un mandat à temps plein; la mise en place d'une déclaration d'intérêts en plus de la déclaration de patrimoine; l'élargissement et la démocratisation des missions

et de la composition des commissions de déontologie des Assemblées. L'autre point clé, absent des propositions du garde des Sceaux, est la nécessaire création d'un statut démocratisant l'accès aux fonctions d'élus, en garantissant à des salariés la possibilité de retour à l'emploi et de formation à l'issue d'un ou plusieurs mandats. Concernant le financement des partis et la création d'une banque de la démocratie, la vigilance sera de mise, dans le débat parlementaire, pour garantir que les mesures envisagées favorisent effectivement le pluralisme politique, et ne portent pas atteinte à la liberté d'expression et d'organisation des partis, tout en assurant leur financement transparent.

Le Garde des Sceaux a annoncé que le débat parlementaire pourra faire évoluer le texte. Nous participerons de manière constructive à ce débat, en veillant à ce que les progrès annoncés ne soient pas dénaturés par ce débat mais au contraire confortés par de nouvelles mesures. Il est donc décisif que soient élus dans la future Assemblée de nombreux députés communistes et Front de gauche qui feront progresser le texte vers toujours plus d'éthique et résisteront à toutes celles et tous ceux qui vont chercher à le tirer en arrière. ✪

* Pierre Laurent, Philippe Rio, Eliane Assassi, Olivier Dartigolles.

Mise en garde

Le pouvoir est prévenu : l'opinion est sur ses gardes. C'est l'enseignement que l'on tirera de l'enquête JDD/Ifop tombée ces jours-ci. L'étude, faite sur mesure, commençait bien pour Macron (Monsieur 16 %). L'institut sondait les cœurs sur des thèmes très à la mode ces jours-ci, genre : Êtes-vous pour l'innovation? la modernisation? le changement? la transformation? l'adaptation? la réforme? Sans blague, tel était l'intitulé de l'enquête. À question débile, réponse débile : tout le monde était pour ! Oui, mais dès que les interrogations se précisaient et qu'on rentrait dans le détail, on notait très vite que cette même opinion n'était pas dupe. Une chose sont les mots, ronflants et creux, autre chose le contenu et les conséquences. « La méfiance, l'inquiétude et le scepticisme à l'égard du débat sur la transformation (c'est ainsi que les médias nomment maintenant le macronisme) font jeu égal avec l'espoir. Rien n'est donc gagné d'avance pour le nouveau pouvoir » constatait, dépité, le sondeur en chef. Une masse de gens pressent qu'elle sera « plutôt la victime des changements. Cette conviction est partagée par 59 % des plus pauvres et 56 % des sans-diplômes. Cela fait du monde qui aura le sentiment de rester au bord de la route » continue le responsable de l'institut. Dernière citation : « Très peu de gens sont dans la croyance absolue de la réussite de la transformation ». ✪

Gérard Streiff

VOUS NE POUVEZ PAS ALLER VOTER POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

Donnez procuration

Si vous ne connaissez personne pour porter votre procuration, les militants du PCF peuvent vous mettre en relation avec un électeur Front de gauche près de chez vous.



Voir sur « 2017.pcf.fr/procuration »

Et auprès de votre Commissariat de police ou Gendarmerie nationale

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.